

L'Adresse—M. Trudeau

avons alors annoncé notre intention de nous départir graduellement de ces systèmes d'armement au fur et à mesure de leur remplacement, mais tout en respectant nos engagements envers nos alliés. Dès 1970, nous n'avions plus de roquettes sol-sol «Honest John» en Europe. Et dès 1972, nous avions achevé la conversion de nos avions basés en Europe pour les faire servir en cas d'offensive non plus nucléaire, mais classique. Également en 1972, l'appareil Bomarc équipé de missiles sol-air fut retourné aux États-Unis. Nous avons ensuite décidé de remplacer les CF-101 basés au Canada et munis d'armes nucléaires par les excellents chasseurs CF-18. Ces appareils assureront plus efficacement notre défense aérienne avec des armes classiques que les CF-101 avec des armes nucléaires. Ainsi, nous nous débarrasserons cette année des derniers vestiges d'armement nucléaire.

Mais nous avons fait beaucoup plus que de voir à notre défense. Nous nous sommes penchés sur les causes de l'insécurité et de l'instabilité, surtout dans le tiers-monde. Les axes Est-Ouest et Nord-Sud gouvernent les relations de notre époque. La résolution des problèmes du Sud dépend d'une amélioration de la sécurité mondiale. En consacrant des sommes faramineuses à leurs dépenses militaires, l'Est, l'Ouest et le Sud faussent les politiques économiques et détournent d'importantes ressources qui pourraient être affectées au développement économique mondial. Ceci entraîne une aggravation de l'instabilité politique dans le tiers-monde, laquelle se répercute à l'Est et à l'Ouest et ajoute à notre insécurité. Les Canadiens ont pleinement le droit de prendre position. A chacun de nous qui les représentons dans cette Chambre, les Canadiens disent que le danger est devenu trop imminent. Dans le monde entier, les populations tiennent des propos semblables à leurs dirigeants. Ils veulent que ceux-ci agissent, qu'ils acceptent leurs responsabilités politiques et cherchent à réduire les risques d'une conflagration nucléaire.

L'automne dernier, j'ai parlé d'une conjonction alarmante de diverses crises. J'ai attiré l'attention sur la convergence de trois tendances qui peuvent se révéler désastreuses: le recours à la force pour régler les différends, le risque d'une prolifération des armes nucléaires et la dégradation des relations entre l'Est et l'Ouest. J'ai donc décidé de tenir l'engagement pris l'été dernier par les sept chefs d'État et de gouvernement des pays industrialisés réunis à Williamsburg, soit «de consacrer toutes nos ressources à réduire la menace de guerre». J'ai décidé d'user de l'influence du Canada pour sensibiliser la communauté internationale à ce danger, essayer de revitaliser au plus haut niveau politique les relations Est-Ouest, tenter de renverser le courant actuel d'affrontement et rechercher un intérêt commun aux deux parties.

• (1115)

J'ai suggéré qu'on mette de côté les mégaphones, qu'on suspende la guerre des idées et des mots, qu'on mette fin au manichéisme dans les deux camps, qu'on fasse preuve de leadership et d'habileté politique dans les relations entre l'Est et l'Ouest—la plus importante relation stratégique qui soit.

Depuis l'automne dernier, j'ai fait part de ces idées à Paris, La Haye, Bruxelles et Rome, ainsi qu'au Vatican, à Bonn, à Londres et à Zurich. Je les ai présentées à Tokyo, à Dacca, et à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à New Delhi. Je me suis rendu à Pékin, à Washington et aux

Nations Unies. J'ai rencontré les dirigeants politiques à Prague, Berlin-Est et Bucarest afin de m'assurer que notre message soit compris des plus hautes instances du Pacte de Varsovie.

Chaque fois, mon message fut direct. Le Canada ne cherche pas à siéger à la table des superpuissances. Mais nos vies et notre avenir sont en jeu à cette table. Et il en va de même pour les neuf dixièmes de la population mondiale qui vivent ailleurs qu'aux États-Unis et en Union soviétique. Tous, nous avons le droit et la responsabilité de nous engager et de rappeler aux protagonistes leur appartenance à la race humaine.

Nous avons proposé de donner un élan politique nouveau à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe. Alors que tous les autres ponts entre l'Est et l'Ouest s'effondraient, cette conférence a pris une importance considérable et est devenue la seule tribune servant le processus de détente amorcé à Helsinki.

Nous avons proposé qu'on fasse de part et d'autre des efforts au niveau politique en vue d'aiguillonner les négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Ces pourparlers sont cruciaux pour établir l'équilibre des forces classiques en Europe centrale, relever le seuil nucléaire et ainsi réduire le risque d'un premier recours hâtif aux armes nucléaires.

Je souhaiterais ouvrir une parenthèse et préciser que les négociations de Genève portent sur une «réduction» des forces. Ces négociations n'ont pas but d'établir un nouvel équilibre à un échelon supérieur mais bien à un niveau inférieur. Et je ne comprends vraiment pas—après tout je l'ai expliqué maintes fois—pourquoi mes critiques persistent à croire que relever le seuil nucléaire en équilibrant les forces classiques signifie l'établissement d'un équilibre à un niveau supérieur. Le but des négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces est vraiment d'obtenir un équilibre à un échelon inférieur et donc de relever le seuil nucléaire.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Nous avons proposé des rencontres des cinq puissances nucléaires aussitôt que possible afin que soit créée une tribune où l'on pourra négocier des limites globales et, ultimement, des réductions à leurs arsenaux nucléaires.

Nous avons demandé instamment que soient prises des mesures pour renforcer le Traité sur la non-prolifération. La non-prolifération des armes nucléaires est aussi bien dans l'intérêt des superpuissances et des puissances moyennes que des micro-États. Or tant que les cinq puissances nucléaires ne manifesteront pas davantage leur intention d'amorcer les réductions prévues dans ce pacte, nous courons le grave danger de voir les engins nucléaires se propager dans de nouvelles régions du globe et exciter les anciennes rivalités.

En définitive, à chaque étape j'ai pressé les dirigeants de s'engager personnellement, d'accorder à la paix la plus haute priorité, d'exercer le leadership politique que commande la gravité de la situation et de relancer le dialogue entre l'Est et l'Ouest. J'ai fait remarquer au président Reagan que l'Est recevait bien les signes qu'il donnait de la puissance des États-Unis, mais non un message de paix. Et j'ai dit aux dirigeants de l'Europe de l'Est que la dureté de leurs déclarations avaient entraîné à coup sûr le rejet des propositions plus constructives par le Pacte de Varsovie. L'incompréhension et la méfiance